

---

**NOUVELLES SUR LE COTON – 21 avril 2008**

**Un climat protectionniste grandissant pour une ministérielle encore incertaine**

---

Si la date du 19 mai pour la mini-ministérielle se précise, elle n'est pour autant pas encore confirmée. Des signaux contradictoires se télescopent. D'un côté, Pascal Lamy et certains autres (peu nombreux) continuent à brandir un optimisme à toute épreuve quant à la possible conclusion du Cycle en 2008. De l'autre, un vent de protectionnisme commercial s'est levé sur plusieurs fronts. Au milieu de ce balancier entre plus ou moins de libéralisation, vient se greffer le problème alarmant et grandissant de la hausse des prix des matières premières agricoles qui met nombre de pays en développement au bord de la crise alimentaire.

**Une ministérielle pour un deal**

L'on se dit que si la ministérielle est convoquée le mois prochain, c'est que finalement il y a une chance de conclure le Cycle dans des délais raisonnables. En effet, ceux qui acceptent de prendre le risque d'un échec ou plus encore de se voir taxés de la responsabilité de cet échec sont si peu nombreux qu'il faut croire en une possibilité d'accord. Toutefois, rien n'est encore fait, ne serait-ce qu'au niveau de la tenue de la réunion elle-même. Si les négociateurs ont réservé dans leur agenda la semaine du 19 au 24 mai, personne à l'OMC ne se risque à confirmer officiellement cette date. Certains disent même que c'est trop tôt et qu'étant donné la coupe d'Europe de football en juin en Suisse, la réunion devrait plutôt se tenir en juillet.

Il est vrai que les points de divergences sont encore très nombreux, non seulement dans l'équilibre entre les différents domaines de la négociation mais encore et surtout à l'intérieur de chacun des domaines, Agriculture et AMNA mais aussi Services et Règles. Certains progrès sont perceptibles dans l'agriculture mais de nombreux points d'achoppement demeurent. Comme pour exorciser un échec dans l'AMNA, Don Stephenson résume ainsi la situation : « Pour ceux qui

veulent vraiment un accord, tout est encore possible, mais pour ceux qui n'en veulent pas, je ne peux rien faire ». Pour ce qui est des Services, Les Etats-Unis et l'Australie ont récemment appelé à plus de libéralisation, arguant qu'un bon résultat dans l'Agriculture et dans l'AMNA ne suffirait pas à faire un bon accord global. Des nouveaux textes de modalités révisées sont attendus pour la fin de ce mois.

### **Une humeur protectionniste**

Si les discours des autorités ont une tonalité pro-libéralisation, l'ambiance est plutôt au protectionnisme. Les faits parlent d'eux-mêmes et les exemples sont nombreux. Rien qu'aux Etats-Unis, on constate, du fait de la campagne électorale, un durcissement des positions et une méfiance grandissante pour le système commercial multilatéral. Les candidats démocrates à la présidentielle ont déjà annoncé leur volonté de ne rien ratifier avant de le ré-étudier. Comme pour aggraver le manque de crédibilité dont souffrent aujourd'hui les Etats-Unis sur leur capacité à conclure un accord sous l'Administration Bush, le Congrès vient de refuser d'entériner l'accord de libre-échange négocié entre la Colombie et l'Administration qui disposait pourtant d'un fast track spécialement prolongé pour finaliser cet accord. Enfin, comme pour confirmer que les intérêts domestiques priment sur le respect des engagements internationaux, les propositions de Farm Bill du Sénat et de la Chambre des Représentants ne laissent pas la moindre place à une vision réformatrice prônant une baisse des subventions directes au prix des matières premières agricoles.

L'Europe n'est pas en reste en matière de protectionnisme. Les récents discours de la France, qui s'apprête à prendre la présidence de l'Union européenne pour six mois à partir du 1<sup>er</sup> juillet prochain, sont assez inquiétants. La France proclame en effet vouloir mettre sa présidence au service du renforcement et de la pérennisation à long terme des subventions agricoles dans le cadre de la PAC, alors même que certains pays européens ne partagent pas sa vision. La Grande Bretagne par exemple y est opposée, considérant que les agriculteurs sont des entrepreneurs comme les autres, devant être soumis à la concurrence et aux lois du marché. Par ailleurs, certains pays européens, dont l'Irlande, ont fait savoir au Commissaire Peter Mandelson qu'il avait une fâcheuse tendance à outrepasser son mandat et à offrir des concessions sans rien obtenir en échange.

Enfin, du côté des pays en développement, l'humeur n'est pas non plus au beau fixe de la libéralisation. Ils ne veulent surtout pas être blâmés d'être ceux qui

refuseront un accord mais ne sont pas prêts à tout accepter, d'autant plus que plusieurs récentes études ont montré que les pays en développement, et notamment les plus pauvres, ne sortiraient pas gagnants de Doha.

### **Le prix des matières premières agricoles**

Chacun des protagonistes, à sa manière, invoque la question du prix très élevé des matières premières agricoles pour justifier sa position. Pour certains, plus de libéralisation permettra une meilleure régulation du marché et une baisse des prix. Pour d'autres, la libéralisation viendra renchérir encore le niveau des prix. Selon que l'on est exportateur ou importateur de denrées alimentaires, la perspective change forcément et cette ligne de clivage, déjà existante mais moins prononcée, va indéniablement se renforcer et pourrait même contribuer à fissurer certains blocs. Par ailleurs, la question de l'aide alimentaire revient sur le devant de la scène.

En attendant, cette question de la hausse des prix des matières premières agricoles n'est plus seulement un item de plus sur l'agenda mais s'annonce comme une véritable catastrophe mondiale qui touche à la sécurité alimentaire de nombreux pays et aux conditions de vie de millions de personnes.

### **Et pour le coton ?**

Concernant le coton, la hausse des prix est plutôt bénéfique pour les pays africains, même si les quantités à écouler cette année sont réduites du fait d'une réelle crise de la filière et de mauvaises conditions climatiques. Cette situation de prix hauts devrait d'ailleurs pousser les Américains à faire maintenant une proposition de réduction de subventions qui leur serait peu coûteuse politiquement et budgétairement. Ils n'ont d'ailleurs pas dépensé grand-chose en en paiements classifiés (par eux) boîte orange aux cotonculteurs en 2007. Paradoxalement, cette situation les incite plutôt à dire que les revendications des pays africains ne tiennent plus (c'est notamment l'argument du National Cotton Council) et qu'ils ne peuvent se permettre de s'engager sur quelque ce soit au cas où les prix redescendraient.

### **Conclusion**

Difficile de dire si cette énième date limite proposée à tous les membres sera maintenue ou pas et si, dans le cas de la tenue d'une ministérielle, sera un événement ou un non événement. Tant de « dernière chance » ont été

annoncées ces derniers mois qu'il convient de rester prudent. Un scénario probable, qui serait somme toute honorable en regard de la situation aujourd'hui, serait que la ministérielle ne produise pas le succès escompté mais que les ministres donnent mandat à leurs négociateurs ainsi qu'au DG et aux présidents des comités de négociation de conclure et de « bétonner » les modalités pour la fin juillet, afin qu'on (et notamment la prochaine Administration américaine) ne puisse plus revenir dessus. On pourrait alors espérer une conclusion du Cycle pour la première partie de l'année 2009...

---

Les projets menés par IDEAS Centre ont pour objectif principal de faciliter l'intégration des pays en développement dans l'économie mondiale. Le Centre est fort de ses 5 années d'expérience sur cette problématique. Sa mission consiste à aider les responsables politiques à élaborer des stratégies permettant de tirer profit de la mondialisation en faveur du développement et de lutter efficacement contre la pauvreté dans chaque pays et au sein d'un système commercial international mieux intégré et plus juste.

Nos précédentes notes d'information sont accessibles sur notre site: [www.ideascentre.ch](http://www.ideascentre.ch)

Pour plus d'information sur IDEAS Centre, voir notre site : [www.ideascentre.ch](http://www.ideascentre.ch).

Pour plus d'information sur le Geneva Trade & Development Forum, voir notre site : [www.gtdforum.org](http://www.gtdforum.org).

IDEAS Centre, 10, rue de l'Arquebuse, 1204 Genève, Suisse  
T +41 22 807 17 40, F +41 22 807 17 41